



CROISSANCE & TERRITOIRES : la nouvelle équation de la mondialisation

Par Fathallah SIJILMASSI, ancien Ambassadeur⁽¹⁾
et Iman Meriem BENKIRANE,
Directrice de l'École Euromed d'Architecture, de Design et d'Urbanisme

L'Université Euro-Méditerranéenne de Fès est soutenue par l'Union pour la Méditerranée, dont précisément Monsieur Fathallah Sijilmassi fut Secrétaire Général. De par son envergure pluridisciplinaire et multinationale autant que régionale, elle mobilise des enseignants et des chercheurs dont le champ de réflexion recouvre avec une égale pertinence le Maghreb et l'Europe. Les deux auteurs sont donc bien placés pour donner leur lecture du nouveau rapport entre mondialisation et territoires.

Les déséquilibres générés par la mondialisation telle que pratiquée au cours des dernières décennies avaient déjà entamé de profondes réflexions sur les mécanismes correctifs à y apporter : gouvernance, réduction des inégalités sociales, lutte contre le changement climatique... Les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 reflètent d'ailleurs les priorités identifiées par la communauté internationale.

La crise de la Covid-19 en 2020 est venue accélérer les évidences : la mondialisation doit devenir plus humaine, plus sociale, plus proche des besoins des populations. Il ne s'agit pas de «démondialiser». Bien au contraire, la crise sanitaire est venue démontrer que les destins et le bien-être des pays sont plus que jamais liés. Mais cette mondialisation doit devenir plus qualitative et moins exclusivement quantitative.

La crise sanitaire actuelle a ébranlé la plupart des mécanismes géo-économiques existants et questionne les principes actuels de la mondialisation.

L'avènement de la pandémie bouleverse donc les ordres établis. La libre circulation des biens et des personnes est mise en difficulté, générant un repli et une récession dont les impacts se feront ressentir pendant de nombreuses années. Les études et projections sont, à cet égard, unanimes. Dans le contexte de la crise sanitaire, les économies mondiales auront donc besoin de se redresser, de se relancer et de se réinventer. Les analyses convergent pour indiquer que les tendances lourdes des prochaines années s'articuleront autour des axes suivants :

- la priorité accordée aux «secteurs de la vie» (éducation, santé, sécurité alimentaire et sauvegarde de la biodiversité) ;
- la nécessité d'une accélération digitale et numérique ;
- les bénéfices d'une croissance verte.

Ces trois axes sont au cœur des ODD. La crise sanitaire ne vient donc pas les remettre en cause ; bien au contraire, elle met en évidence leur pertinence et

souligne la nécessité d'accélérer leur mise en œuvre. Un élément fondamental permettra de contribuer significativement à cet objectif : remettre les territoires au centre de l'équation.

Les territoires au centre de l'équation

En effet, cette crise sanitaire mondiale a démontré que la dépendance du global par rapport au local n'a jamais été aussi édifiante. De ce fait, la «suspension» du temps imposée par cette pandémie mériterait, au-delà des défis pressants du court terme, d'être considérée comme une opportunité : celle d'inverser la lecture de la problématique de la croissance économique en faisant des territoires le levier du développement.

Aujourd'hui, force est de constater que les secteurs les plus vulnérables à la crise sont ceux qui s'inscrivent directement et/ou indirectement dans les dynamiques économiques internationales, impactant par ricochet l'ensemble des populations locales «endogènes» travaillant dans ces secteurs.

Les secteurs les moins touchés sont liés aux chaînes de production, de transformation et de distribution locales, impliquant les micro-écosystèmes. Ces dynamiques locales puisent dans les savoir-faire, mobilisent les ressources de transformations et distribution ; elles trouvent les marchés de proximité et génèrent des micro-dynamiques socio-économiques. Paradoxalement, ces dynamiques économiques locales, indissociables de leur territoire d'accueil, relèvent parfois de secteurs presque en marge des priorités définies jusque-là, car, jusqu'en février dernier, le maître-mot était l'insertion dans les logiques et mécanismes internationaux.

Un focus sur les problématiques structurelles socio-économiques générées par la pandémie laisserait percevoir qu'elles renferment en elles-mêmes les pistes de réponses et de solutions qui esquisseraient des agglomérations et des territoires inventifs, se ressourçant dans leur propre potentiel local et le renforçant pour mieux exister à l'échelle du global. Ceci permettrait de mieux gérer les effets de la récession actuelle pour consolider autrement les paramètres de croissance locale et régionale.

En effet, la présente crise sanitaire a mis en évidence, d'une part, l'absolue nécessité de la résurgence de valeurs structurelles alliant solidarité et viabilité socio-économique et, d'autre part, l'entrée en scène du digital comme acteur désormais omniprésent.

Ces deux composantes ont de facto un lien indissociable avec l'environnement physique dans lequel elles se manifestent et l'abstraction du temps, des moyens et de l'espace devrait orienter le système de gouvernance territoriale. Ceci passe obligatoirement par la nécessité d'inventer de nouveaux modèles socio-économiques, basés non plus exclusivement sur des approches globalisantes, mais plutôt spécifiques et locales pour consolider leurs potentialités afin de mieux revenir vers le global.

Un défi : l'urbanisation croissante des territoires

Selon le World Economic Forum⁽²⁾, «les citoyens de l'Afrique, au nombre de 1,1

milliard, devraient probablement être deux fois plus d'ici 2050 et plus de 80% de cette augmentation se produira dans les villes». Les réalités sociologiques de cette évolution démographique viennent renforcer les différentes facettes de cette tendance. Le même rapport du WEF indique : «Il y a déjà 70% d'Africains âgés de moins de 30 ans. Les jeunes représentent environ 20% de la population, 40% de la population active et 60% des chômeurs».

Or, les villes évoluent dans des écosystèmes territoriaux dont elles sont souvent le poumon économique. Gagner la bataille globale des ODD, y compris dans les urgences imposées par la crise sanitaire de la Covid-19, c'est d'abord la gagner au niveau local et territorial. Trois éléments sont à cet égard fondamentaux :

- reconnaître que les territoires sont les lieux privilégiés de mise en œuvre des actions aux bénéfices des citoyens et donc également pour une évaluation réelle des impacts des politiques publiques engagées notamment pour l'accès aux services essentiels (eau, énergie, éducation et santé) ;
- trouver le juste équilibre entre objectifs nationaux et internationaux et réalités et spécificités des territoires (tous ne se ressemblent pas et leur force peut même se trouver dans leurs différences ; les stratégies Top-Down doivent donc

se décliner avec une prise en compte des spécificités et priorités territoriales) ;

- renforcer les coopérations internationales entre entités décentralisées (benchmarks, meilleures pratiques, échanges d'expérience et d'expertise permettent de générer des dynamiques positives pour tous ; dans ce cadre, la coopération Sud-Sud est essentielle).

La régionalisation avancée et le nouveau modèle de développement

Sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a anticipé ces évolutions en s'engageant depuis quelques années dans un double processus de régionalisation avancée et de nouveau modèle de développement, avec ses dynamiques locales et territoriales. De Tanger à Lagouira, le Maroc dispose d'atouts considérables pour valoriser des potentiels culturels et économiques locaux dans le cadre d'une dynamique nationale globale qui, à son tour, permet au pays de jouer son rôle dans les efforts de la communauté internationale pour atteindre les ODD.

Economie et innovation sociales, artisanat, tourisme, culture, agriculture, agro-alimentaire, pêche, industrie, transports, logistique... autant de secteurs (parmi bien d'autres) qui constituent les compétitivités locales à travers le pays et qui, dans leur version consolidée, font la force économique du Royaume.



2010, Sa Majesté le Roi inaugure la Centrale thermo-solaire de Aïn-Bni-Mathar



Le site de la lagune de Marchica, avec l'implantation des sept cités

Sous le prisme de la régionalisation avancée et du nouveau modèle de développement, la crise sanitaire actuelle pourrait devenir une véritable opportunité en renforçant le rôle de la société civile, avec des partenariats novateurs entre celle-ci, les collectivités locales et territoriale, les Universités et les entreprises. Ce renforcement passerait nécessairement d'abord par davantage de visibilité des innovations sociales menées localement afin de capitaliser la résilience locale existante en analysant et diagnostiquant :

- l'écosystème socio-économique existant, émergent et/ou latent (collecte et digitalisation des données, identification des acteurs, des projets, croisement des projets et compétences, spatialisation de l'information...);
- les réponses/solutions économiques existantes et/ou émergentes incluant celles qui démontreraient l'inventivité et l'innovation eu égard à la réglementation en vigueur.

La visibilité et l'évaluation des dynamiques économiques territorialisées pourraient orienter le développement et la mise en place de modèles de partenariats innovants entre l'ensemble des acteurs engagés en générant un nouveau modèle de synergies plus spécifiques aux savoir-faire locaux et à la vo-

cation territoriale, et donc de facto plus viables socialement et écologiquement.

L'Oriental : un potentiel de développement au cœur de la Méditerranée

L'Oriental est à cet égard stratégique à plus d'un titre. Au carrefour du Maghreb, de la Méditerranée, de l'Europe et de l'Afrique, cette Région, grande comme l'Autriche, est déjà engagée dans une dynamique de croissance et de développement. Pour qui connaît l'Oriental, le développement des infrastructures sur les vingt dernières années est spectaculaire. L'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental lancée en mars 2003 a permis de développer de nombreux projets structurants pour la Région : la station touristique de Saïdia, la station balnéaire de Marchica (bel exemple d'éco-tourisme que de nombreux citoyens marocains ont découvert avec joie et fierté cet été), le nouvel aéroport international de Oujda-Angad, la centrale thermo-solaire de Ain Beni Mathar, Nador West Med pour ne citer que ceux-là...

Des secteurs comme les énergies renouvelables, l'économie bleue, l'agriculture et l'agro-alimentaire, l'éducation, la santé et la culture, sont autant d'atouts pour une Région qui, grâce à une infrastructure autoroutière moderne, n'est plus éloignée de la capitale, Rabat, que

de cinq heures en voiture ; sensiblement l'équivalent du trajet entre Paris et Strasbourg ! Bien que le contexte soit difficile, la Région a le potentiel certain de pouvoir accélérer encore son essor économique. Tous les atouts de l'Oriental sont essentiels pour réduire les inégalités territoriales intra-régionales persistantes malgré le développement régional rapide. La Région de l'Oriental compte 28 Communes urbaines et 96 Communes rurales et le développement intégré, équilibré et inclusif, est donc un objectif majeur, non seulement pour la Région, mais aussi pour son apport à l'économie nationale et pour consolider sa position à l'international. Le dynamisme de la société civile ainsi que celui d'une diaspora très active permettent à cet égard de pouvoir capitaliser sur des atouts porteurs.

Ces nouveaux modèles mettraient en exergue les dynamiques économiques endogènes sous l'égide des ODD, gardant en ligne de mire les chaînes de valeurs mondiales. Le potentiel de croissance et de développement de ses Régions permettrait au Maroc de consolider plus encore son rôle actif et moteur pour atteindre les ODD, notamment au plan africain.

Jusqu'à maintenant, les territoires regardaient la mondialisation. Celle-ci doit maintenant regarder les territoires. L'Oriental, dynamisée par la Vision Royale, est une Région à regarder de près à la fois pour :

- une nouvelle croissance endogène et inclusive ;
- son apport quantitatif et qualitatif à la dynamique enclenchée par le nouveau modèle de développement ;
- la construction d'une nouvelle ambition Europe-Méditerranée-Afrique dans laquelle le Maroc - la Région de l'Oriental en particulier - jouerait un rôle central.

1- Fathallah Sijilmassi est Président fondateur de Positive Agenda Advisory, société de conseil en stratégie et développement, et chercheur associé au RIEMAS - Research Institute for European, Mediterranean and African Studies de l'Université Euromed de Fès.

2-<https://fr.weforum.org/agenda/2018/07/les-villes-africaines-auront-double-leur-population-dici-2050-voici-4-facons-de-sassurer-quelles-prosperent/>